

Perspectives et bilan de la première année d'exercice du gouvernement bleu-rouge-vert

« **L'assainissement durable des finances publiques** » – tel est sans doute le *Leitmotiv* que le gouvernement bleu-rouge-vert s'est inscrit à son enseigne au cours de 2014 et qui trouve ses retombées tant dans le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 (projet de loi N° 6720), que dans la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 dans le cadre d'un « budget de la nouvelle génération » (projet de loi N° 6721), et finalement, dans le *paquet d'avenir* qui doit servir à compléter les orientations prises par le gouvernement. Notons encore, que pour 2015, 24 mesures du *paquet d'avenir* qui émanent de dix ministères différents devraient être mises en œuvre (projet de loi N° 6722). Viennent s'y ajouter un certain nombre de réformes annoncées pour l'actuelle législature.

Pour la COPAS, la réforme de l'assurance dépendance qui entrera dans sa phase décisive d'ici les prochaines semaines – il est prévu de déposer un projet de loi afférent vers la fin du premier semestre de cette année – constitue bien entendu un élément majeur dans l'agenda politique de 2015.

Fidèle à la ligne éditoriale de l’année passée, le COPAS**DOSSIER** continuera donc en 2015 à suivre l’actualité politique touchant de près ou de loin aux domaines d’activité de la COPAS.

DE BUDGET 2015

Après une première année d’exercice, quelles sont désormais les décisions prises ou avancées notables dans les dossiers majeurs entamés, les réformes annoncées ou encore les chantiers prévus concernant le secteur social et des aides et soins ? Et quels sont dans ce contexte les chiffres-clés et éléments essentiels du budget d’État pour 2015 et du fameux paquet d’avenir ? Le présent COPAS**DOSSIER** tente une première analyse.

Afin de faciliter la lecture, nous avons choisi la même structuration que pour les éditions de janvier et de mai 2014. Ainsi, nous allons commencer notre analyse par le point de vue des bénéficiaires, pour passer ensuite au point de vue du cadre de travail et des ressources humaines, afin de clôturer ce dossier par le point de vue des sources de financement.

I. Du point de vue des bénéficiaires

Les directives sont indiquées à l’heure actuelle. Par le débat budgétaire le gouvernement a fait rapport des projets envisagés. Les mesures d’épargne, jugées indispensables pour leurs effets équitables et durables par le Premier ministre, ont pourtant laissé un sentiment d’incertitude et même parfois d’amertume auprès d’une bonne partie de la population. Les préoccupations essentielles du gouvernement étant de mettre le budget en équilibre, ou autrement formulé : « de mettre le pays à la hauteur des exigences pour les générations futures ». Ainsi, l’idée d’un Fonds souverain intergénérationnel¹ a été retenue.

Mais qu’en est-il des craintes du troisième âge, quelle politique pour les personnes dépendantes, en situation de handicap ou souffrant de troubles mentaux ?

Aperçu de certaines politiques du projet de budget pour 2015²

Dans le cadre des travaux de préparation du projet de budget pour 2015, le Gouvernement a privilégié les dépenses « *qui sont susceptibles d’avoir un impact positif sur la croissance, en conformité notamment avec les objectifs fixés dans les programmes nationaux de réforme* ».

Pour ce qui touche au développement des infrastructures familiales et sociales, les dépenses à charge du fonds des investissements socio-familiaux restent avec 48 millions d’euros à un niveau élevé, proche de celui de 2014. Quelque 13 millions en sont destinées au financement des infrastructures dans le domaine du handicap, quelque 18 millions pour les infrastructures pour personnes âgées³.

Pour ce qui est de la participation du département de la Famille aux frais de fonctionnement des associations conventionnées, le budget prévoit, sans préjudice d’une augmentation modérée au profit des services existants, les majorations nécessaires, d’une part pour développer 18 lits et 13 places supplémentaires, répondant aux besoins dans les domaines visant l’accueil ou l’encadrement de personnes handicapées, et d’autre part, pour mettre en œuvre la stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme.

En matière de politique pour personnes âgées et de politique pour personnes handicapées, les dépenses inscrites dépassent ainsi le niveau des années passées « *tout en renforçant les efforts consentis pour délivrer des prestations de qualité et un encadrement de niveau élevé* »⁴.

Politique pour les personnes âgées

Le budget pour l’année 2015 du ministère de la Santé reste articulé autour des principales missions d’intérêt public que sont la promotion des soins de haute qualité accessibles à tous les citoyens, la prévention des maladies, la dispense

des soins, la réhabilitation et l’accompagnement autour des besoins du patient. L’évolution des dépenses du ministère de la Santé pour l’année 2015 se justifierait par plusieurs projets dont « *l’enjeu mérite une attention particulière* »⁵.

14 et 44 – Ministère de la Santé			
	2013 Compte	2014 Budget	2015 Projet de budget
Section 14.0 - Ministère de la santé	46 370 750	49 673 886	54 981 785
Section 14.1 - Direction de la santé	22 648 687	24 087 914	25 514 990
Section 14.2 - Laboratoire national de santé	22 344 593	26 341 948	27 970 844
Section 14.3 - Centre thermal et de santé de Mondorf	2 368 839	2 550 083	2 518 017
Total des dépenses courantes.	93 732 869	102 653 831	110 985 636
Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.			
	2013 Compte	2014 Budget	2015 Projet de budget
Section 44.0 - Ministère de la Santé	956	8 500	8 500
Section 44.1 - Direction de la Santé	319 592	280 900	487 700
Section 44.2 - Laboratoire national de santé	198 521	-	-
Section 44.3 - Centre thermal et de santé de Mondorf	185 531	190 000	170 920
Section 44.4 - Santé - Travaux sanitaires et cliniques	28 725 723	31 280 300	37 474 600
Total des dépenses en capital	29 430 323	31 759 700	38 141 720
Total général	123 163 192	134 413 531	149 127 356
Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.			

L’investissement renforcé dans le domaine de la prévention, dont les effets se répercuteront à moyen ou à long terme au niveau des coûts liés au traitement des maladies – et pourquoi pas à l’évolution de la dépendance ? – continue à être une priorité.

Dans le budget 2015, ces efforts se traduisent entre autres par le démarrage en 2015 du plan national démence ainsi que par la poursuite des différents programmes de médecine préventive qui, selon le ministère de la Santé, expliquent l’inscription de crédits importants.

« *Parmi les défis pour les années à venir se trouve la mise en œuvre du plan d’action "maladies démentielles"* »⁶.

CORINNE CAHEN AU « FORUM DEMENZ »

Approuvé par le Conseil de Gouvernement en mars 2013, et comptant parmi les prérogatives dans le programme gouvernemental au sujet des personnes âgées, les objectifs du plan d’action "maladies démentielles" sont « *l’amélioration*

des prises en charge tant médicales que soignantes afin de préserver la qualité de vie, l’autonomie et les droits des personnes malades ». Une autre priorité importante est l’information et le soutien de l’entourage des personnes malades.

En outre, certaines actions ont déjà été lancées au cours des derniers mois, comme par exemple la réalisation d’une fiche signalétique en cas de disparition de personnes atteintes d’une maladie démentielle, réalisée avec les services de la police grand-ducale et la COPAS, la création d’un site internet dédié aux maladies démentielles (www.liewematdemenz.lu).

Au-delà, le ministère de la Santé a lancé la mise en place d’un « programme prévention démence » qui s’adresse à des personnes dans un stade précoce de la maladie d’Alzheimer ou d’une démence vasculaire. L’objectif de ce programme étant de retarder ou d’empêcher, par diverses mesures de prévention, l’évolution de la maladie.

Mentionnons encore les annonces faites dans le programme de coalition concernant la promotion du développement de nouveaux concepts de vie et de logements alternatifs pour

¹ https://www.gouvernement.lu/4093140/Budget2015_04_FONDS_SOUVERAIN.PDF

² http://www.budget.public.lu/#/links

³ Idem

⁴ MINFINANCES_vol1de Budget 2015_.pdf

⁵ MINFINANCES_vol1de Budget 2015_.pdf p.53-54

⁶ La ministre de la Famille et de l’Intégration, Corinne Cahen, lors de son allocution au « Forum Demenz », du 19 mars 2014.

personnes âgées. Ainsi, dans le cadre de la révision de la réglementation ASFT le concept du « logement encadré » devrait être redéfini⁷.

La ministre a également demandé à la COPAS d’émettre un avis à ce sujet.

À ce sujet, la ministre de la Famille et de l’Intégration, Madame Corinne Cahen, a annoncé lors d’une rencontre avec le Conseil supérieur des personnes âgées⁸, que le gouvernement est en train de réaliser un inventaire des maisons de soins et centres intégrés pour personnes âgées dans le but « *de mettre en place une offre répondant au mieux aux besoins existants* ».

	2013	2014	2015
	Compte	Budget	Projet de budget
<i>Section 12.0 - Famille et Intégration</i>	<i>6 870 307</i>	<i>7 314 268</i>	<i>99 333 636</i>
<i>Section 12.1 - Service d'action socio-familiale - Enfants et adultes</i>	<i>69 584 309</i>	<i>67 507 491</i>	-
<i>Section 12.2 - Solidarité</i>	<i>8 994 915</i>	<i>9 912 873</i>	-
<i>Section 12.3 - Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration</i>	<i>27 379 695</i>	<i>25 660 611</i>	<i>29 068 022</i>
<i>Section 12.4 - Fonds national de solidarité</i>	<i>297 057 369</i>	<i>306 516 941</i>	<i>292 235 579</i>
<i>Section 12.5 - Caisse nationale des prestations familiales</i>	<i>1 029 367 528</i>	<i>1 044 884 702</i>	<i>879 149 292</i>
<i>Section 12.6 - Service d'action socio-familiale - Personnes âgées</i>	<i>9 278 834</i>	<i>10 599 358</i>	-
<i>Section 12.7 - Service national d'actions sociales</i>	<i>4 306 262</i>	<i>4 519 271</i>	<i>4 801 287</i>
<i>Section 12.8 - Grande Région</i>	<i>415 715</i>	<i>282 300</i>	<i>219 200</i>
<i>Total des dépenses courantes</i>	<i>1 453 254 934</i>	<i>1 477 197 815</i>	<i>1 304 807 016</i>
<i>Section 42.0 - Famille</i>	<i>79 780 217</i>	<i>55 811 000</i>	<i>50 610 400</i>
<i>Section 42.2 - Solidarité</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	-
<i>Section 42.3 - Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration</i>	<i>69 203</i>	<i>25 000</i>	<i>50 000</i>
<i>Section 42.4 - Fonds national de solidarité</i>	<i>87 424</i>	<i>24 353</i>	<i>49 433</i>
<i>Section 42.5 - Caisse nationale des prestations familiales</i>	<i>309 582</i>	<i>54 950</i>	<i>302 600</i>
<i>Section 42.7 - Service national d'actions sociales</i>	-	<i>1 000</i>	-
<i>Total des dépenses en capital</i>	<i>80 246 526</i>	<i>55 916 403</i>	<i>51 012 433</i>
<i>Total général</i>	<i>1 533 501 460</i>	<i>1 533 114 218</i>	<i>1 355 819 449</i>

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Source : MINFINANCES_vol1de Budget 2015_pdf p.51

Politique pour les personnes en situation de handicap et pour les personnes souffrant de troubles mentaux

« *Valoriser les compétences des personnes handicapées*”⁹».

CORINNE CAHEN À LA CONFÉRENCE « COORDONNER LES PROJETS SOCIO-ÉDUCATIFS PERSONNALISÉS »

Il importe de prendre en compte les besoins et souhaits des personnes en situation de handicap et de passer d’une logique de pure prise en charge à un accompagnement personnalisé.

C’est ce qu’a affirmé Corinne Cahen, ministre de la Famille et de l’Intégration, lors de son mot d’accueil pour la conférence "Coordonner les projets socio-éducatifs personnalisés",

organisée par Tricentenaire asbl et l’UFEP, l’unité de formation continue de l’A.P.E.M.H.

Dans le contexte du Plan national d’action de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée en 2011 par le Grand-Duché, qui vise l’inclusion des personnes en situation de handicap, la ministre considère comme primordial de simplifier la vie des personnes en situation de handicap, de leur permettre d’être complètement intégrées dans la société et de les aider à réaliser leur projet de vie individuel.

Dans ce sens, il est vrai aussi, que beaucoup reste encore à faire.

Au Luxembourg, l’ensemble des organismes gestionnaires de services d’hébergement et d’accueil de jour ont signé la Convention dite "ASP", qui définit l’accompagnement socio-



pédagogique de la personne en situation de handicap et qui vise à lui proposer un contexte de vie propice à son bien-être, à son autonomie et à son inclusion.

Cependant, la ministre n’a pas donné plus de précisions quant au financement de cette convention pour les années à venir.

Dans cette même optique d’une meilleure prise en compte des besoins et souhaits des personnes en situation de handicap, le gouvernement a lancé plusieurs projets qui visent la mise à disposition d’informations dans des formats accessibles (informations en "langage facile", interprétation en langue des signes...). L’objectif est de permettre aux personnes handicapées de pouvoir s’informer de façon autonome, sans devoir recourir systématiquement à l’aide de tierces personnes.

Finalement, le gouvernement vise également à mettre en place le concept « Design for all », c’est-à-dire la conception de produits, d’équipements, de logements, de services, etc., qui puissent être utilisés par toute personne, sans nécessiter ni d’adaptation ni de conception spéciale, et ce quels que soient son sexe, son âge, sa situation ou son handicap.

L’emploi comme facteur clé de l’intégration

D’après le « **Plan national pour une croissance intelligente, durable et inclusive, Luxembourg 2010** » dans le cadre du semestre européen 2014¹⁰, *le gouvernement a pris une série de mesures en vue d’améliorer la prise en charge des personnes à besoins spécifiques et de favoriser leur réintégration sur le marché de l’emploi. L’accès à l’emploi et l’intégration sur le premier marché de l’emploi, ainsi que l’extension des structures protégées offrant un emploi, resteront une priorité pour le gouvernement étant donné que l’emploi constitue un facteur clé de l’intégration pour les personnes handicapées. Cette intégration favorisera l’autonomie ainsi que l’indépendance économique de ces personnes.*

En 2013, les « ateliers protégés » ont fait, conjointement avec le ministère du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire, un bilan des acquis résultant de la loi modifiée

du 12 septembre 2003 sur l’intégration des personnes handicapées. Des campagnes de sensibilisation suivront pour les secteurs public et privé.

Ces mesures comprennent aussi le soutien de projets de « *Job coaching* », c’est-à-dire des initiatives visant à intégrer et à suivre les personnes handicapées sur le marché de l’emploi.

Rappelons encore le programme gouvernemental¹¹ qui prévoit que « *la prise en charge des personnes handicapées sera améliorée et leur insertion dans l’emploi promue activement. Les capacités d’accueil des ateliers protégés seront optimisées* ».

D’après les statistiques récentes de l’ADEM¹² 1.340 demandeurs d’emploi ayant handicapé » et 2.270 de travail réduite, personnes reconnues « et bénéficiant d’une ment externe (4.102 sont actuellement l’Agence pour le développement de l’emploi.



le statut de « salarié salariés à capacité ainsi que 492 per-salarié handicapé » décision de reclasse-personnes au total) inscrites auprès de

Si l’accent est donc régulièrement mis sur l’importance de l’insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, que ce soit sur le marché primaire ou dans un atelier protégé, il convient de noter que beaucoup d’efforts ont certes été faits, et restent encore à faire.

⁷ Programme gouvernemental - <http://www.gouvernement.lu>
⁸ Le 12 février 2014, la ministre de la Famille et de l’Intégration a rencontré les membres du Conseil supérieur des personnes âgées (CSPA), présidée par Jean Bohler, dans le cadre de la réunion plénière du CSPA au ministère de la Famille

⁹ La ministre de la Famille et de l’Intégration, Corinne Cahen, lors d’une conférence organisée par le Tricentenaire asbl et l’UFEP, le 22 décembre 2014

¹⁰ <http://www.gouvernement.lu/4288924/2014-pnr-luxembourg-2020-avril-2014-fr> p.25

¹¹ <http://www.gouvernement.lu/> - Programme gouvernemental
¹² Bulletin luxembourgeois de l’emploi, N°11- Novembre 2014, p.10-11

II. Du point de vue du cadre de travail

« *Je souhaite la mise en œuvre rapide du dossier électronique national d'échange et de partage de données de santé*¹³ ».

LYDIA MUTSCH AU LUXEMBOURG HEALTHCARE SUMMIT

Un autre chantier estimé prioritaire par le gouvernement était la mise en pratique de l'Agence e-Santé et l'introduction du Dossier de Soins Partagé. Ainsi, il est prévu dans le programme de coalition, de lancer ce projet à partir de 2014.

Dans ce sens, la mise en œuvre des différents projets dans le cadre de la Stratégie e-Santé, notamment le lancement du dispositif du Dossier de Soins Partagé, continuera à exiger des crédits de taille pour l'exercice 2015. Le dossier de soins partagé (DSP) devra faciliter la communication et la continuité des soins. « *Ce nouvel instrument permettra également une meilleure qualité de la prise en charge, notamment par un partage d'informations, tout en respectant les règles relatives à la protection des données privées* »¹⁴.

Une évaluation externe de la politique e-Santé est d'ailleurs prévue pour 2017.

III. Du point de vue des ressources humaines

Travail et Emploi

« *Dans la lutte contre le chômage, le gouvernement entend tout d'abord offrir des perspectives aux jeunes et les encourager à atteindre une qualification. Un accent sera mis sur la coopération entre l'État, les communes, l'école et les entreprises* », a annoncé le Premier ministre lors de sa déclaration sur l'état de la nation, le 2 avril 2014 à la tribune de la Chambre des Députés.

La lutte contre le chômage est sans doute un des plus grands défis auxquels le gouvernement doit faire face dans les années à venir.

Au 30 novembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi résidents, inscrits à l'ADEM, s'établit à 18.278 personnes¹⁵. Sur un an, il augmente de 311 personnes, soit de 1.7%¹⁷.

Le taux de chômage s'est établi à 7.1% en novembre 2014 (7.1% en octobre 2014) et à 7.1 % en novembre 2013.

« *Il est très important d'offrir des perspectives*¹⁵ ».

XAVIER BETTEL À L'ISSUE DE L'ENTREVUE DU GOUVERNEMENT AVEC LES ORGANISATIONS PATRONALES

En ce qui concerne les prévisions de l'évolution du chômage au Luxembourg, une diminution du taux de chômage est prévue par le STATEC pour 2016.

Selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, il y a une inadéquation entre les besoins des entreprises et les qualifications de la population active luxembourgeoise. Soulignons que 52% des chômeurs n'ont aucune qualification, chiffre qui s'élève même à 60% chez les jeunes chômeurs.

Toujours selon Nicolas Schmit, il est crucial que le système éducatif luxembourgeois soit amélioré, c'est-à-dire qu'il faut ouvrir l'école au monde professionnel.

« *Nous ne devons nous interdire aucune piste de réforme*¹⁸ ».

NICOLAS SCHMIT AU SUJET DU CHÔMAGE ET DU SYSTÈME SCOLAIRE LUXEMBOURGEOIS

Un autre problème relevé : l'image péjorative qu'ont certains métiers, notamment manuels, mais également les professions de santé. Il serait donc nécessaire de changer les mentalités, et ce, dès le plus jeune âge.

Des propos que la COPAS ne peut que partager. D'ailleurs, il convient de noter, que le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Nicolas Schmit, a rencontré des représentants de la COPAS, le 15 septembre 2014, en vue d'un échange sur différents sujets d'actualité entourant le secteur des soins de santé et extrahospitaliers.

Les représentants de la COPAS ont présenté les résultats de l'enquête annuelle "Qualifications, Recrutements et Formations 2014", pour insister sur la nécessité de mettre en place des offres de formation adaptées pour subvenir aux besoins croissants en personnel de soins qualifié.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a félicité la COPAS pour l'analyse anticipative des besoins en ressources humaines pour le secteur concerné. Réalisée au 1^{er} trimestre 2014, l'analyse confirme le besoin en recrutement de collaboratrices et collaborateurs qualifiés à court, moyen et long terme. Constatant que le secteur est créateur de nouveaux emplois et donc une perspective d'emploi pour les personnes à la recherche d'un emploi, le ministre a exprimé sa volonté de soutenir la démarche de la COPAS par tous les moyens appropriés et disponibles, notamment dans le domaine de la formation et du recrutement, voire également au niveau de la sensibilisation.

Renforcement des collaborations

Optimiser l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi constitue dès lors la préoccupation quotidienne des services de l'Agence pour le développement de l'emploi. D'un côté, les entreprises souhaitent recruter, mais ne trouvent pas toujours les bons profils. De l'autre, les demandeurs d'emploi disposant de bonnes qualifications, ne trouvent pas d'emploi adapté.

Tel est en tout cas l'objectif visé par la collaboration entre l'ADEM et l'INFPC (Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue).

Une mesure concrète lancée en juin 2014, est celle de ladite « Garantie pour la Jeunesse » qui est censée proposer un accompagnement individuel à chaque jeune tout au long de son parcours vers la vie active.

¹⁸ Interview de Nicolas Schmit dans Lëtzeburger Gemengen, du 26 septembre 2014.

Tout d'abord, il s'agit néanmoins de mieux orienter et accompagner les jeunes tout au long de leur carrière scolaire et de leur formation professionnelle.

L'orientation scolaire et professionnelle

Concernant la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle, qui vise notamment à faire correspondre les qualifications à la demande du marché de l'emploi, le Conseil de gouvernement a adopté, lors de sa réunion du 23 décembre 2014, le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

"*Der Teufel steckt im Detail*¹⁹"

CLAUDE MEISCH AU SUJET DE L'ORIENTATION SCOLAIRE

L'objectif des adaptations respectives étant de revoir les procédures et certains aspects de sa mise en œuvre ; les fondements de la réforme, les objectifs et les outils, ne sont pas modifiés par le nouveau texte.

Mesures en faveur des jeunes

Le gouvernement a pris une série de mesures en vue de renforcer l'employabilité des jeunes, notamment à travers la formation et l'orientation :

L'orientation scolaire et professionnelle des jeunes joue un rôle crucial afin d'augmenter la concordance entre les connaissances et capacités des jeunes et les besoins du marché de l'emploi. Afin de faciliter la coopération et de créer des synergies entre les services publics dont la mission est de conseiller et d'orienter les jeunes, le gouvernement avait créé la « Maison de l'orientation » dont l'inauguration a eu lieu en septembre 2012. Afin d'optimiser son fonctionnement, les ministères concernés « vont élaborer un projet de loi qui donnera une assise solide à l'orientation professionnelle »²⁰.

Par contre, le projet de réforme de l'enseignement secondaire qui vise la réussite scolaire et la qualification des jeunes pour exercer une profession ou pour entamer des études supérieures²¹, n'a toutefois pas encore abouti.

Finalement, les acteurs de la Grande Région, en partenariat avec d'autres organismes concernés, ont décidé d'approfondir leur coopération en faveur de la formation professionnelle transfrontalière. Ainsi ont-ils élaboré un accord-cadre, signé le 13 novembre au Luxembourg par le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Claude Meisch, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Nicolas Schmit, la directrice de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Isabelle Schlessier et Emmanuelle Mathieu, d'EURES-T P.E.D (European Employment Services – Transfrontalier).

¹⁹ Interview de Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dans la Revue, du 11 juin 2014.

²⁰ <http://www.gouvernement.lu/4288924/2014-pnr-luxembourg-2020-avril-2014-fr> p.23-24

²¹ <http://www.gouvernement.lu/4288924/2014-pnr-luxembourg-2020-avril-2014-fr> p.16-17

¹³ La ministre de la Santé, Lydia Mutsch, lors du Luxembourg Healthcare Summit, le 5 juin 2014

¹⁴ Programme gouvernemental 2013-2018

¹⁵ Le Premier ministre, Xavier Bettel, à l'issue de l'entrevue avec les organisations patronales, le 22 décembre 2014.

¹⁶ Dont 4.102 sous statut spécial (cf. ci-dessus)

¹⁷ « Évolution du chômage en novembre 2014 » ; Communiqué par l'Agence pour le développement de l'emploi, le 19 décembre 2014

L'accord-cadre définit pour la première fois des objectifs communs en matière de formation professionnelle trans-frontalière pour la Grande Région.

Reclassement

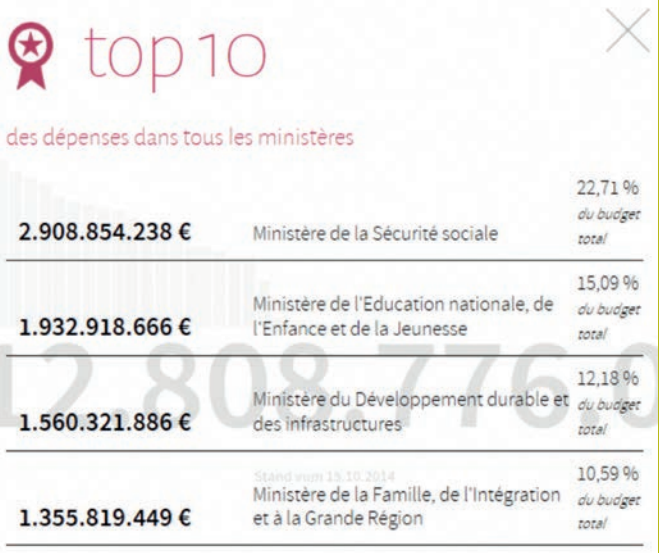
„Beschäftigte, die angesichts ihrer Krankheit oder ihrer Behinderung überhaupt keine Chance mehr haben, jemals wieder eine Stelle zu bekommen, können nicht endlos in der Warteschleife bleiben“²².

NICOLAS SCHMIT AU SUJET DE SES PRIORITÉS EN MATIÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Un autre chantier permanent est la réforme de la loi sur le reclassement. Le projet de loi amendé sur le reclassement a été déposé à la Chambre des Députés en mars 2013. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Nicolas Schmit, avait estimé que le projet de loi – qui vise notamment une accélération des procédures, une meilleure préservation des droits des personnes en reclassement externe ainsi que la création des conditions nécessaires afin de privilégier le reclassement interne²³ – soit encore adopté au cours de 2014.

Les personnes en reclassement externe sont des personnes à capacité de travail réduite qui ne peuvent exercer le dernier poste occupé et ne peuvent être reclassées dans un poste en adéquation avec leurs capacités à l'intérieur de la même entreprise. Par conséquent, elles sont reclassées dans une autre entreprise lorsque cela est possible.

IV. Du point de vue des sources de financement



Revenons au budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015²⁴.

Dans le top 10 des dépenses dans tous les ministères le ministère de la Sécurité sociale est tête de liste avec 2,9 milliards d'euros, soit 22,71% du budget total²⁵. Suivi du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, avec plus de 1,9 milliards d'euros (15,09% du budget total).

Vient en 4^{ème} position, le ministère de la Famille de l'Intégration et à la Grande Région, avec 1,35 milliards d'euros.

Les transferts de l'État à la Sécurité sociale

17 et 18 / 47 et 48 – Ministère de la Sécurité Sociale			
	2013 Compte	2014 Budget	2015 Projet de budget
Section 17.0 - Sécurité sociale - Dépenses générales	158 148	167 313	774 482
Section 17.1 - Inspection générale de la sécurité sociale	5 164 736	5 835 099	6 112 776
Section 17.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale	5 089 004	5 603 656	6 235 420
Section 17.3 - Conseil arbitral de la sécurité sociale	2 336 501	2 482 225	2 544 431
Section 17.4 - Conseil supérieur de la sécurité sociale	479 750	493 527	524 011
Section 17.5 - Assurance maladie-maternité-dépendance - Caisse nationale de santé	1 171 913 629	1 229 283 833	1 293 945 263
Section 17.6 - Cellule d'évaluation et d'orientation	4 947 097	5 207 107	5 589 274
Section 17.7 - Mutualités: conseil supérieur de la mutualité	56 801	51 427	51 427
Section 17.8 - Mutualité des employeurs	94 500 000	66 000 000	89 685 426
Section 18.0 - Assurance pension contributive	1 358 255 930	1 413 185 050	1 492 931 832
Section 18.1 - Assurance accidents	6 747 674	6 826 000	7 834 954
Section 18.2 - Dommages de guerre corporels	2 748 655	2 629 003	2 321 497
Total des dépenses courantes	2 652 397 925	2 737 764 240	2 908 550 793
Section 47.1 - Inspection générale de la sécurité sociale	41 981	106 000	81 000
Section 47.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale	17 305	146 799	175 445
Section 47.3 - Conseil arbitral de la sécurité sociale	13 011	14 750	39 000
Section 47.4 - Conseil supérieur de la sécurité sociale	3 499	-	-
Section 47.6 - Cellule d'évaluation et d'orientation	3 896	-	8 000
Total des dépenses en capital	79 692	267 549	303 445
Total général	2 652 477 617	2 738 031 789	2 908 854 238

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en euros.

Source : MINFINANCES_vol1de Budget 2015_pdf p.57

Les contributions de l'État au profit des différents régimes de la Sécurité sociale (assurances pension, maladie-maternité, dépendance, accidents, à l'exclusion des prestations familiales) augmentent au total en 2015 de 169 millions d'euros ou de 6,3 % par rapport au budget voté 2014.

Le principal facteur de progression des crédits de ce département est l'évolution de la masse cotisable.

L'évolution redynamisée de l'emploi constitue également l'un des facteurs majeurs impactant favorablement le solde de financement de la Sécurité sociale. Celui-ci passe de 669 millions en 2014 à 794 millions d'euros en 2015.

Ceci dit, les principaux paramètres d'évolution des régimes d'assurance précités sont les suivants, entre 2014 et 2015 :

- Les prestations de l'assurance maladie-maternité augmentent de 3,5 %, compte tenu notamment de la fixation

²² <http://www.gouvernement.lu/4288924/2014-pnr-luxembourg-2020-avril-2014-fr>
Interview de Nicolas Schmit dans le Luxemburger Wort, du 1er avril 2014.

²³ <http://www.gouvernement.lu/4288924/2014-pnr-luxembourg-2020-avril-2014-fr>
p. 13

²⁴ <http://www.budget.public.lu/#!/ausgaben/17/details>

²⁵ <http://www.budget.public.lu/#!/ausgaben>



par le Gouvernement de la progression de l'enveloppe hospitalière à 4,0 % et des mesures du paquet pour l'avenir (« Zukunftspak ») en matière d'assurance maladie-maternité (35,5 millions, soit 1,6 % des prestations en nature qui sont principalement concernées).

- Les prestations de l'assurance dépendance sont estimées augmenter de 5,5 %, par rapport à l'exercice 2014, après mise en compte des mesures du paquet pour l'avenir (« Zukunftspak ») (16,9 millions, ce qui représente 2,8 % des dépenses courantes de ce régime)²⁶.



Autant pour les chiffres, mais qu'en est-il de la manière de procéder du gouvernement ? Régulièrement critiqué pour sa mauvaise communication ou une communication peu transparente et confuse, si non même un déficit de communication, gageons que les bonnes résolutions pour 2015 seront de revoir son attitude.

„Die Zeit der Monologe ist vorbei, jetzt kommt es wieder zum Dialog“

XAVIER BETTEL APRES L'ENTREVUE AVEC LES REPRÉSENTANTS DU PATRONAT

Le Premier ministre déclare donc formellement, après son entrevue avec les représentants du patronat en décembre dernier, vouloir revenir au dialogue avec tous les partenaires sociaux, voire à la Tripartite.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette annonce. Avons-nous donc gardé un goût amer après la manière dont le gouvernement a procédé il y a quelques mois encore, en décidant en cavalier seul, de fixer d'autorité les tarifs applicables en matière d'assurance dépendance, c'est-à-dire de figer les valeurs monétaires à leurs valeurs de 2014, et cela à un moment où la COPAS était en pleines négociations avec la CNS pour les tarifs 2015.

Cette manière de procéder ne serait donc plus à l'ordre du jour : « *Le dialogue a de nouveau trouvé sa place au Luxembourg* »²⁷.

L'assurance maladie-maternité



La situation financière de l'assurance maladie-maternité est stable pour 2014 et 2015. C'est un des constats lors du Comité quadripartite qui s'est réuni le 22 octobre 2014 pour analyser l'évolution des recettes

et des dépenses de l'assurance maladie-maternité²⁸.

Néanmoins, le budget nouvelle génération 2015 prévoit, dans le domaine de la Sécurité sociale, le gouvernement prévoit pour 2015 des mesures immédiates pour réduire les coûts de l'assurance maladie-maternité, dont notamment :

- Gel voire réduction de la lettre-clé et des tarifs de certains prestataires de soins ;
- Fixation de l'enveloppe budgétaire globale pour les établissements hospitaliers à 4%.
- Ainsi, il ne sera pas procédé à une adaptation des tarifs et des lettres-clés des prestataires de soins.
- Maintien du crédit de 20 millions EUR pour compenser les dépenses supplémentaires incombant à la CNS pour l'incorporation des prestations en espèces de maternité dans le régime général de l'assurance maladie-maternité.
- Cette disposition, initialement limitée au 31 décembre 2013, a été prorogée pour l'exercice 2014 par la loi du 20 décembre 2013. La loi budgétaire pour l'exercice 2015 proroge cette dotation pour les années 2015 à 2018²⁹.

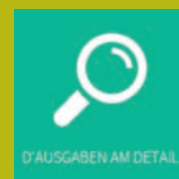
Rappelons en outre, que selon l'accord entre le gouvernement et les syndicats, conclu à l'issue des discussions du 28 novembre 2014, le gouvernement s'engage à éviter toute réduction des prestations de l'assurance maladie-maternité et toute extension de la part des assurés.

Dans le domaine de la santé l'octroi des autorisations d'exercer des médecins et autres professions de santé, la délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments et les contrôles effectués dans le cadre de la sécurité alimentaire seront soumis à des taxes dès 2015.

L'assurance dépendance

Comme mentionné dans l'introduction de ce DOSSIER, la réforme de l'assurance dépendance constitue un élément majeur en 2015 pour la COPAS. D'ailleurs, selon le ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions, la mise en vigueur de cette réforme structurelle, qui devrait permettre la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations, est prévue au 1^{er} janvier 2016.

Le bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'assurance dépendance de l'IGSS, présenté en mai 2013, fait apparaître que le financement de l'assurance dépendance telle qu'elle est organisée actuellement doit être revu.



En vue de la réalisation des mesures retenues par le ministère de la Sécurité sociale dans le cadre du programme « Budget d'une Nouvelle Génération », un crédit de l'ordre de 600.000 € pour frais d'études est inscrit dans la section 17.0 Dépenses générales.³⁰

L'assurance dépendance d'abord en quelques chiffres

Concernant le budget annuel de l'assurance dépendance, en 2015, les dépenses courantes dépassent les recettes courantes de 2,7 millions d'euros³¹. Suite aux opérations sur réserves, le résultat de l'exercice 2015 est estimé déficitaire de 5,2 millions d'euros.

Les recettes de l'assurance dépendance proviennent quasi entièrement des cotisations des assurés et de la contribution de l'État. Cette contribution représente 40% des dépenses et s'élèvera en 2015 à 245,3 millions d'euros par rapport à une participation de 236 millions d'euros en 2014.

Bien que la situation de l'exercice budgétaire 2015 soit déficitaire, le résultat cumulé reste excédentaire. Toutefois, cet excédent continue à diminuer progressivement en passant de 106,7 millions d'euros en 2010 à 55,8 millions d'euros en 2015³².

En ce qui concerne finalement les prestations de l'assurance dépendance dispensées au Luxembourg, le nombre de bénéficiaires est estimé à quelques 13.930 personnes en 2015, dont 9.310 seront prises en charge à domicile par rapport à 4.620 dans les établissements à séjour continu (CIPA et maisons de soins).

L'assurance dépendance, ensuite, en termes de « visions »

S'il y a unanimité à travers tous les groupes et sensibilités politiques sur le fait de la nécessité d'une réforme de ce pilier de la Sécurité sociale³³, la question cruciale est celle du : Comment ? Quelles sont les visions politiques, c'est-à-dire, quelles seront les mesures prises pour permettre un pilotage financier plus efficient de l'assurance dépendance en vue de consolider le système pour les prochaines 10 à 15 années, conformément aux prémices du programme gouvernemental ?

Il faut dire que la COPAS, qui se veut un partenaire incontournable en la matière, salue l'invitation du ministre de la Sécurité sociale à participer – parmi d'autres représentants d'organisations œuvrant dans le domaine de l'action médicale, sociale et familiale du secteur extrahospitalier – à un premier échange de vues (qui a eu lieu le 10 novembre 2014³⁴), sur un certain nombre de pistes concernant la réforme de l'assurance dépendance, afin de recueillir leurs avis sur les sujets qui les préoccupent dans ce cadre.

Selon l'objectif visé dans le programme gouvernemental³⁵, à savoir, la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations, plusieurs pistes ont été esquissées. Parmi les mesures prévues, la révision de la procédure d'évaluation des aides et soins requis par les personnes dépendantes constitue le maillon principal. Cette procédure influe directement tant sur les personnes protégées que sur les différents acteurs intervenant dans l'organisation de la prise en charge. Le programme gouvernemental prévoit notamment un regroupement et une forfaitisation des actes ainsi qu'une flexibilisation des plans de prise en charge tout en veillant à une simplification des procédures.

À l'issue de la réunion, toutes les parties prenantes se sont d'ailleurs entendues sur l'idée de la mise en œuvre d'un

²⁶ MINFINANCES_vol1de Budget 2015_pdf p.57

²⁷ Le Premier ministre, Xavier Bettel, après l'entrevue avec les représentants du patronat, le 22 décembre 2014

²⁸ InSight_SantéSécu, édition 4/2014, p.6

²⁹ MINFINANCES_vol1de Budget 2015_pdf p.57

³⁰ MINFINANCES_vol1de Budget 2015_pdf p.58

³¹ CNS, Information à la presse du 11 décembre 2014

³² Source : CNS

³³ Cf. COPASDOSSIER – octobre 2014 N°3

³⁴ <http://www.gouvernement.lu/4171109/10-schneider-assurance?context=3423167>

³⁵ <http://www.gouvernement.lu/-/Programme-gouvernemental>

système de forfaitisation de la prise en charge moyennant un modèle par classes de dépendance et l'abandon du système actuel de la facturation à l'acte. La COPAS insiste également sur l'importance d'une procédure d'évaluation transparente et objective.

Au-delà, en vue de mieux pouvoir cibler la prise en charge, la COPAS propose l'élargissement du panel des professionnels de santé intervenant dans la prise en charge des personnes dépendantes.

D'autres sujets, qui tiennent particulièrement à cœur à la COPAS, tels que la mise en œuvre d'un contrôle de qualité des prestations sur base de critères objectifs, les activités de soutien et de conseil ou encore la prévention, feront l'objet d'une deuxième réunion prévue en début de cette année.

Il n'en reste pas moins que les retombées respectives dans l'avant-projet de loi par rapport à la réforme sont attendues avec grand intérêt.

